

CHIFFRES-CLÉS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2012









MAÎTRISONS ENSEMBLE VOS RISQUES PROFESSIONNELS





Nos missions

- Conseiller les entreprises pour les aider à préserver la santé des salariés et à assurer leur sécurité.
- Calculer et notifier les taux de cotisation des accidents du travail et des maladies professionnelles des entreprises.
- Contribuer à l'indemnisation des victimes de pathologies professionnelles.

UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE D'EXPERTS EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL au service des entreprises d'Île-de-France

CRAMIF

Direction Régionale des Risques Professionnels 17-19 place de l'Argonne 75019 PARIS

Tél.: 01 40 05 38 19

www.cramif.fr



SOMMAIRE

L'ÎLE-DE-FRANCE	2
POPULATION	8
ÉCONOMIE GÉNÉRALE	10
PIBVALEUR AJOUTÉE	
ÉCHANGES INTERNATIONAUX	12
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	
FISCALITÉ	
EMPLOI ET REVENUS	16
EMPLOI	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
REVENUS	
ENTREPRISES	24
SECTEURS D'ACTIVITÉ	26
AGRICULTURE	
ARTISANATCONSTRUCTION	
COMMERCE	
SERVICES	29
ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE	30
ENSEIGNEMENTAPPRENTISSAGE	30 32
RECHERCHE	33
IMMOBILIER D'ENTREPRISES	36
LOGEMENT	37
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	38
ENVIRONNEMENT	40
TOURISME	42
GLOSSAIRE / LIENS UTILES / POUR EN SAVOIR PLUS	47

L'Île-de-France dans l'Union européenne au 01.01.2012



Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements et 1 281 communes, elle accueille une population de 11,9 millions d'habitants⁽¹⁾ (19 % de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale.

Des atouts nombreux :

- son PIB représente environ 29 % de la richesse nationale et près de 4 % du PIB de l'Union européenne, devant la Lombardie et le Grand Londres. Sur la période 2006-2010, la région capitale se classe au troisième rang mondial pour le nombre total d'investissements internationaux derrière Shanghai et Londres⁽²⁾;
- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu dense de PME / PMI et un large éventail d'activités. Néanmoins, en terme d'emplois, 82 % de l'emploi salarié francilien se concentre dans les activités du tertiaire;
- premier bassin d'emploi européen, sa main d'œuvre est hautement qualifiée : 37 % des cadres français et 37 % des effectifs nationaux employés dans la recherche et développement. L'Île-de-France rassemble 21 % des universités françaises et près du quart des écoles d'ingénieurs (hors universités) et des écoles de commerce, gestion et comptabilité;



Tour Eiffel (75)

⁽¹⁾ Estimation 2011

Source: « Observatoire des investissements internationaux dans les principales métropoles mondiales 2011 », Paris - Île-de-France Capitale Économique, Opinion Way et KPMG.



- pour renforcer son attractivité, la région s'est dotée d'infrastructures de premier plan.
 Le « hub » aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des grandes métropoles européennes sont accessibles en moins de 2 heures de vol.
 Avec 70 ports répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également la deuxième plate-forme fluviale d'Europe.
 Les infrastructures ferroviaires d'Ile-de-France ont bénéficié de 100 millions d'euros de travaux d'amélioration en 2009 et 2010 :
- ses réseaux de communication à haut débit permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor;
- enfin, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, restent très attractifs pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. En outre, avec plus de 600 000 m² d'espaces d'exposition, Paris se situe au premier rang européen pour le nombre d'exposants accueillis et au deuxième, derrière Milan, pour le nombre de visiteurs sur les salons.



Le projet du Grand Paris Express

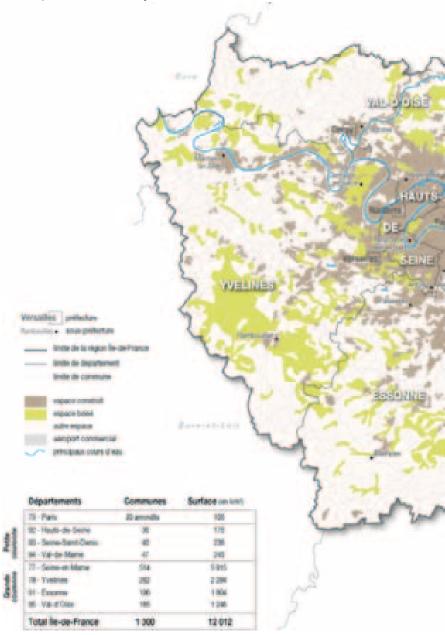
À RETENIR

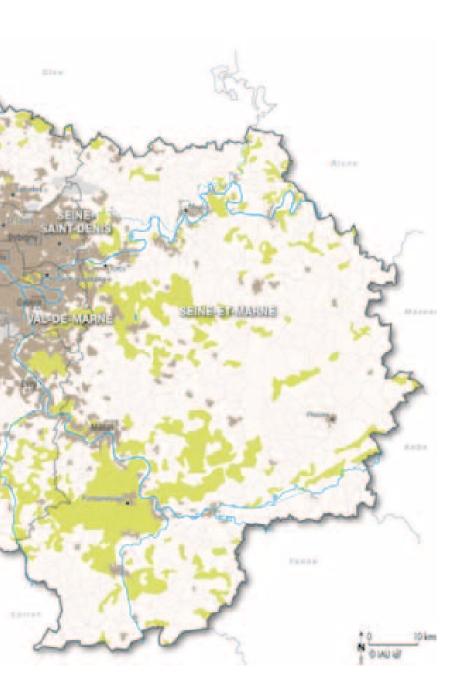
La région Île-de-France représente 19 % de la population française métropolitaine et 29 % du PIB national.

Superficie (km²)	12 012
Population en 2011 (Insee, estimation au 1er janvier)	11 867 000
Densité de population en 2011 (hab/km²)	988
PIB en 2009 (en millions d'euros courants, Insee)	552 050
Exportations en 2010 (millions d'euros, Douanes)	67 600
Importations en 2010 (millions d'euros, Douanes)	119 100
Nombre d'entreprises en 2010 (Insee, 1er janvier)	789 200
Créations d'entreprises en 2010 (Insee) : • auto-entrepreneurs • hors auto-entrepreneurs	84 400 66 000
Défaillances d'entreprises en 2010 (Insee)	9 600
Population active occupée en 2010 (Insee)	5 165 000
Emploi total (salarié et non salarié) en 2009 (Insee, données provisoires)	5 955 000
Emplois créés ou maintenus par de nouvelles implantations d'entreprises étrangères en 2010 (ARD/AFII)	8 400
Nombre de chômeurs (au sens du BIT) en 2010 (Insee)	508 000
Taux de chômage localisé au 3° trimestre 2011 (Insee)	8,3 %
Effectifs de l'enseignement supérieur 2010-2011 (MESR)	618 800
Effectifs* de la recherche publique et privée en 2009 (MESR)	143 700
Trafic aérien des aéroports parisiens en 2011 (millions de passagers, Aéroports de Paris)	88

^{*} en équivalent temps plein.

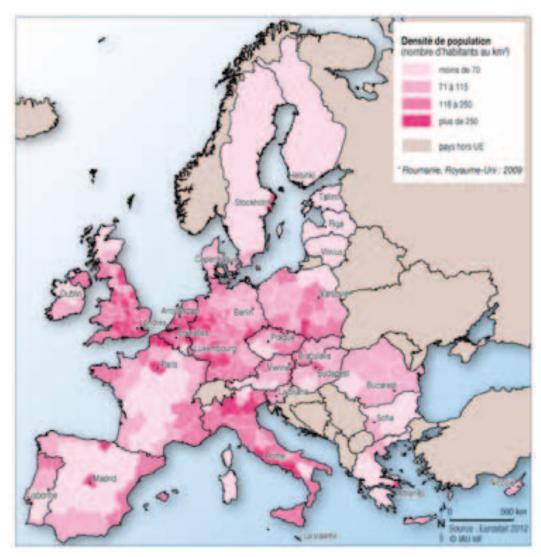
Limites administratives, communes et départements de l'Île-de-France





POPULATION

Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2010*



de la population française métropolitaine et 2% de la population de l'UE

4 villes de plus de **100 000** habitants

Boulogne-Billancourt (92), Saint-Denis (93), Montreuil (93) et Argenteuil (95)

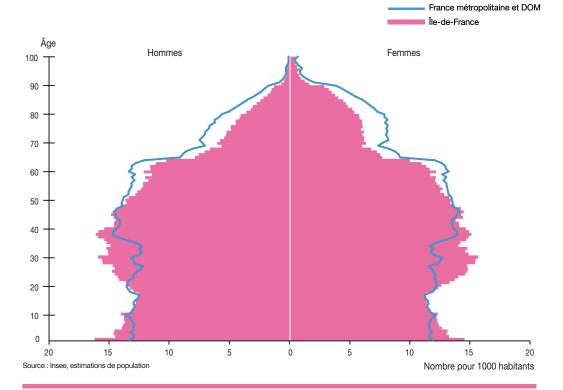
Évolution de la population entre 1999 et 2009

	Superficie (km²)	Population		Taux d'évolution annuel moyen	Densité de population en 2009	
	Superficie (KITF)	1999	2009 (1)	1999-2009 (%)	(hab./km²)	
Île-de-France	12 012	10 952 000	11 728 000	0,7	976	
France métropolitaine	543 965	58 518 000	62 466 000	0,7	115	

⁽¹⁾ Population municipale au 1er janvier 2009.

Source: Insee, recensements de la population 1999 et 2009

Pyramides des âges au 1er janvier 2010



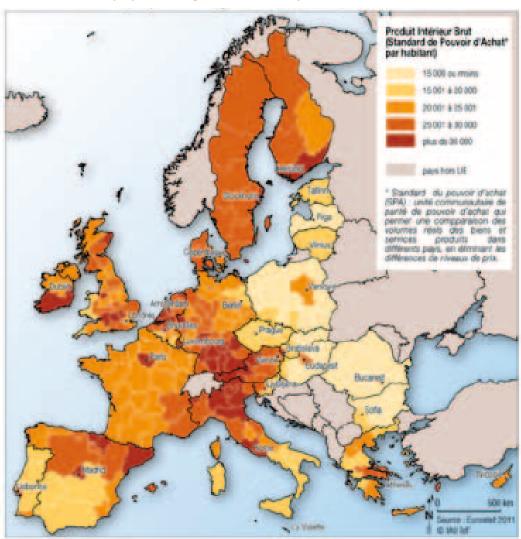
de la population francilienne a moins de 40 ans (49 % en province) alors que les 60 ans ou plus ne représentent que 17 % (23 % en province)

des ménages d'Île-de France ne comptent qu'une seule personne (33% en France métropolitaine)

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PIB

Produit intérieur brut (PIB) dans les régions de l'Union européenne en 2008



29 % du PIB métropolitain en 2009

Produit intérieur brut en 2009

	Île-de-France		Évolution 2009/2008 (%)		
	lie-de-France	France métropolitaine	Île-de-France	France métropolitaine	
PIB en valeur (1)	552 052	1 871 532	- 0,1	- 2,2	
PIB par emploi (2)	99 676	75 251	1,0	- 0,9	
PIB par habitant (2)	46 984	29 897	- 0,4	- 2,8	
PIB en volume (3)	465 307	1 568 672	- 1,5	- 2,8	

⁽¹⁾ En millions d'euros courants

Source: Insee, comptes régionaux, base 2000. Données 2008 semi-définitives, données 2009 provisoires

VALEUR AJOUTÉE

Valeur ajoutée par secteur d'activité en 2009

	Île-de-France		France métropolitaine
	Millions d'euros	%	%
Agriculture, sylviculture, pêche	609	0,1	1,7
Industries agricoles et alimentaires	2 710	0,5	1,5
Industries des biens de consommation	12 756	2,6	2,0
Industrie automobile	3 101	0,6	0,7
Industries des biens d'équipement	9 079	1,8	2,6
Industries des biens intermédiaires	6 981	1,4	3,9
Énergie	8 876	1,8	1,8
Construction	19 775	4,0	6,4
Commerce	45 975	9,2	10,0
Transports	25 645	5,1	4,6
Activités financières, activités immobilières	117 183	23,5	19,8
Services aux entreprises	121 744	24,4	16,7
Services aux particuliers	41 867	8,4	5,8
Éducation, santé, action sociale, administration	81 817	16,4	22,4
Total	498 118	100,0	100,0

Source : Insee, comptes régionaux, base 2000. Données 2008 semi-définitives, données 2009 provisoires

de la valeur ajoutée réalisée par le secteur tertiaire (74 % en province)

région exportatrice (17 % des exportations françaises) et importatrice (27 % des importations françaises) de biens en 2010

⁽²⁾ En euros courants

⁽³⁾ En millions d'euros constants

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Échanges extérieurs de biens en 2010

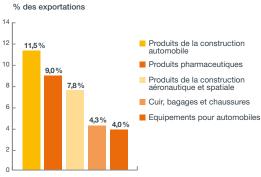
	Montant (millions d'euros)	Évolution 2010/2009 (%)
Importations	119 111	12,0
Exportations	67 555	21,0
Taux de couverture (%)	56,7	+ 4,2 points

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

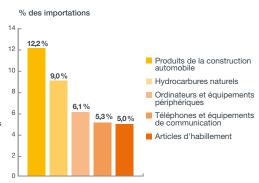


Ariane 5 - EPC Les Mureaux (78)

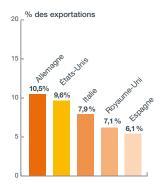
Principaux produits échangés en 2010



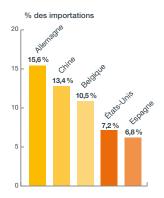
Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France



Principaux pays clients et fournisseurs en 2010

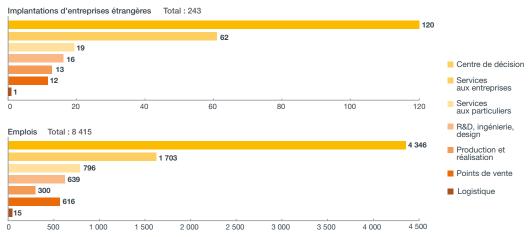


Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France



INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Répartition des implantations d'entreprises étrangères et des emplois créés ou maintenus par type d'implantation en 2010



Principaux pays d'origine des entreprises étrangères implantées et emplois créés ou maintenus en 2010

Pays d'origine	Entreprises		Emp	Taille moyenne	
r ays a origine	Nombre	%	Nombre	%	Talle Moyerne
États-Unis	60	24,7	2 441	29,0	41
Irlande	3	1,2	1 350	16,0	450
Japon	12	4,9	863	10,3	72
Royaume-Uni	26	10,7	558	6,6	21
Allemagne	20	8,2	405	4,8	20
Espagne	12	4,9	356	4,2	30
Chine	22	9,1	326	3,9	15
Suède	11	4,5	317	3,8	29
Inde	5	2,1	310	3,7	62

Sources : AFII et ARD

Sources: AFII et ARD

région européenne en nombre de projets d'implantations d'entreprises étrangères en 2010, 3° rang mondial et

1^{er} rang européen pour les projets d'implantation de centres de recherche

39%

des investissements internationaux réalisés en France en 2010

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

BUDGET

Budget de la Région en 2012(1) et 2011

		2012			2011		
	Montant (millions d'euros)	Part dans le budget (%)	Évolution 2012/2011 (%)	Montant (millions d'euros)	Part dans le budget (%)	Évolution 2011/2010 (%)	
Dépenses	4 748,2		2,5	4 632,4		-0,8	
Section de fonctionnement	2 716,6	57,2	3,0	2 636,2	56,9	-0,4	
Section d'investissement	2 031,6	42,8	1,8	1 996,2	43,1	-1,3	
Recettes	4 748,2		2,5	4 632,4		-0,8	
Section de fonctionnement	3 408,8	71,8	2,9	3 313,6	71,5	0,4	
Section d'investissement	1 339,4	28,2	1,6	1 318,8	28,5	-3,8	

⁽¹⁾ Projet de budget - Source : Conseil régional d'Île-de-France

Contrat de projets État et région Île-de-France pour la période 2007-2013, par grand groupe

	Engagement financier de l'État (millions d'euros)	Engagement financier de la région (millions d'euros)	Engagement total État et région (millions d'euros)
Favoriser l'accessibilité	874,0	2 063,0	2 937,0
Enseignement	625,0	589,0	1 214,0
Renforcer l'attractivité	206,4	312,8	519,2
Recherche	100,4	100,4	200,8
Agir sur le chômage	49,0	78,5	127,5
Prendre en compte les changements environnementaux de l'Île-de-France	42,9	65,8	108,7
Lutter contre le changement climatique	25,0	72,0	97,0
Culture	32,8	30,5	63,3
Sport	30,0	30,0	60,0
Favoriser une plus grande cohésion sociale	28,4	28,3	56,7
Valoriser l'agriculture et la forêt	17,2	26,9	44,1
Pôles de compétitivité	10,0	28,0	38,0
Total contrat de projets 2007-2013	2 041,1	3 425,2	5 466,3

Source : Préfecture de la région d'Île-de-France

Fonds européens accordés dans le cadre des politiques de cohésion et de développement rural pour la période de programmation 2007-2013

Fonds	Objectifs du fonds	Montant du fonds (millions d'euros)
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	535,0
FEDER (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	151,0
FEADER (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, environnement et gestion de l'espace rural, qualité de vie et diversification des activités en zone rurale	14,5

Source : Préfecture de la région d'Île-de-France

FISCALITÉ

Groupements à fiscalité propre au 01.01.2011



En 2011, 6,7 millions de Francillens (population municipale du recensement 2008) et 79 % des communes d'île de France font partie des 112 groupements à facalité propre de la région, ce qui représente 72 % de la population francillence hors Paris (58 % avec Paris).

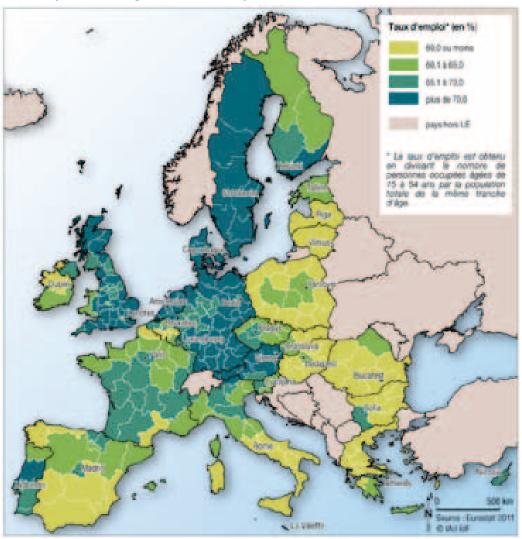
On recense:

- 39 communautés d'agglomération
- 4 syndicats d'agglomération
 69 communautés de communes

EMPLOI ET REVENUS

EMPLOI

Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2010





Structure de la population active (1) en 2010

	Agriculteurs exploitants (%)	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (%)	Cadres, prof. intellectuelles supérieures (%)	Professions intermédiaires (%)	Employés (%)	Ouvriers (%)	Ensemble
Île-de-France	0,2	5,3	28,5	24,1	28,1	13,8	5 584 000
Hommes	0,3	7,8	31,8	22,2	16,1	21,9	2 883 000
Femmes	0,1	2,7	24,9	26,1	40,9	5,2	2 701 000
Province	2,3	6,7	12,9	23,5	29,7	24,9	22 299 000
Hommes	3,1	9,1	15,5	22,2	12,2	37,9	11 727 000
Femmes	1,4	4,0	10,1	25,0	49,1	10,4	10 572 000

⁽¹⁾ Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé et militaire du contingent - Source : Insee, enquête emploi en continu 2010

Taux d'activité en 2010

	Île-de-France	(%) Province
Ensemble	60,7	55,3
Hommes	66,2	60,6
Femmes	55,6	50,4
15 à 29 ans	51,7	56,7
30 à 49 ans	89,7	89,9
50 ans ou plus	39,7	30,8

Source: Insee, enquête emploi en continu 2010

Niveau de diplôme de la population active en 2010⁽¹⁾

do la population doute on	(%)	
	Île-de-France	Province
Aucun diplôme ou CEP	16,8	16,5
Brevet des collèges	6,9	7,8
CAP, BEP	15,5	27,6
Baccalauréat	18,8	19,1
Diplôme de niveau Bac + 2	13,3	14,5
Diplômes de 2° ou 3° cycle universitaire	28,8	14,6

⁽¹⁾ Répartition selon le diplôme le plus élevé obtenu. Source: Insee, enquête emploi en continu 2010

30% de l'emploi francilien se concentre à Paris

Taux de chômage localisé :

8,3 % au 3° trimestre 2011 (9,3 % en France métropolitaine), stable

par rapport au 3e trimestre 2010

EMPLOI ET REVENUS

Structure de l'emploi en 2010

(%)

	Île-de-France	Province
Ensemble	100,0	100,0
Hommes	53,6	52,3
Femmes	46,4	47,7
15 à 29 ans	19,9	20,3
30 à 49 ans	55,3	53,5
50 ans ou plus	24,8	26,2
Non salariés	8,5	12,3
Salariés, dont :	91,5	87,8
- Emplois précaires (CDD, intérim, apprentis, stages et contrats aidés)	9,3	12,8
- Emplois stables	82,2	75,0
hors État et collectivités locales	63,1	57,3
État et collectivités locales	19,1	17,7
Catégories socioprofessionnelles, dont :		
Cadres et professions intellectuelles supérieures	29,9	13,4
Professions intermédiaires	26,0	24,0
Employés	25,3	29,8
Ouvriers	13,2	23,3
Secteurs d'activité, dont :		
Industrie	10,0	15,0
Construction	5,7	7,4
Tertiaire	83,9	73,5

Source : Insee, enquête emploi en continu 2010



30% des emplois sont occupés par des cadres

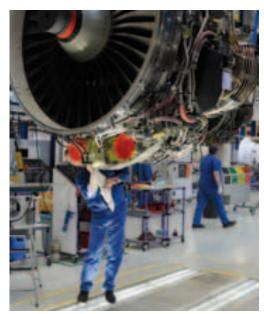
Emploi salarié privé par secteur d'activité au 3° trimestre 2011

	Nombre de salariés ⁽¹⁾	Évolution 2011/2010 (%)
Île-de-France, dont :	4 059 900	1,2
Industrie	471 500	- 0,7
Construction	263 500	- 0,2
Commerce	687 700	0,7
Services	2 637 200	1,8
France, dont:	15 643 000	1,2
Industrie	3 291 400	0,0
Construction	1 446 100	0,0
Commerce	3 022 800	1,0
Services	7 882 700	2,0

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activité des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique.

(1) Données CVS

Source: Insee, estimations d'emploi, 2010 et 2011



Snecma Villaroche - Hangar Pulse line (77)



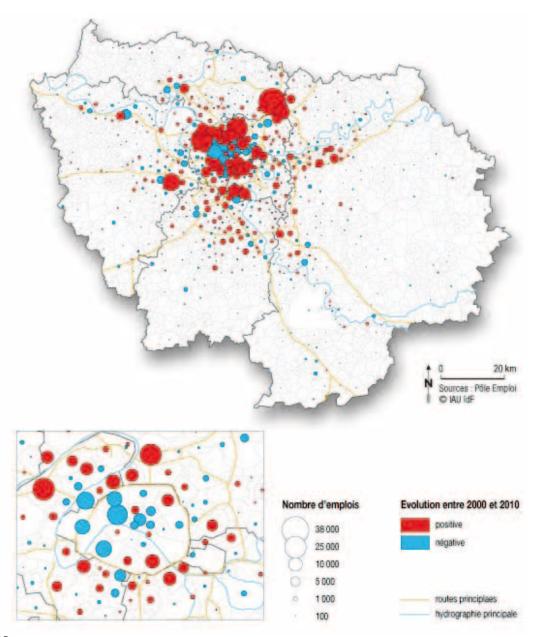
Marché - Corbeil-Essonnes (91)



Tournage (75)

EMPLOI ET REVENUS

Emplois salariés du secteur privé : évolution entre 2000 et 2010



CHÔMAGE

Chômeurs (au sens du BIT) en 2010

	Effectifs	Structure (%)				
	Île-de-France	Île-de-France	Province	France métropolitaine		
Ensemble	508 000	100,0	100,0	100,0		
Hommes	260 000	51,2	50,3	50,4		
Femmes	248 000	48,8	49,7	49,6		
15 à 29 ans	187 000	36,8	41,5	40,7		
30 à 49 ans	238 000	46,9	41,3	42,3		
50 ans ou plus	83 000	16,3	17,2	17,0		
Catégories socioprofessionnelles, dont :						
Cadres	74 000	14,6	4,8	6,7		
Professions intermédiaires	73 000	14,3	11,7	12,2		
Employés	160 000	31,5	28,9	29,4		
Ouvriers	104 000	20,4	34,8	32,1		
Sans diplôme ou CEP	144 000	28,4	28,5	28,4		
Brevet, CAP, BEP	125 000	24,6	37,3	34,9		
Baccalauréat	100 000	19,8	17,6	18,0		
Diplôme de niveau Bac + 2	42 000	8,1	8,3	8,3		
Diplômes de 2° ou 3° cycle universitaire	97 000	19,2	8,3	10,4		

Source : Insee, enquête emploi en continu 2010

Demandeurs d'emploi en fin de mois au 30.06.2011(1)

		Catégorie C			
	Ensemble	Moins de 25 ans (%)	50 ans ou plus (%)	Longue durée (%)	Ensemble
Île-de-France	493 656	10,5	21,0	31,9	131 995
Province	2 272 154	15,4	20,5	34,2	763 391
France métropolitaine	2 765 810	14,5	20,6	33,8	895 386

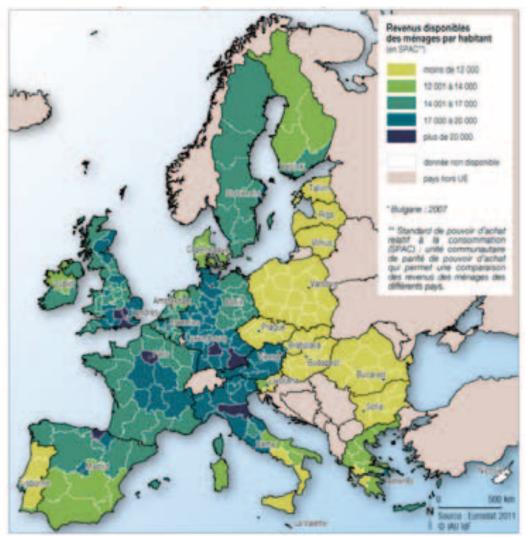
(1) Voir glossaire

Sources : Pôle emploi et DARES, statistiques du marché du travail

EMPLOI ET REVENUS

REVENUS

Revenu des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2008*



Revenus imposables en 2009 (revenus de 2008)

	Foyers fiscaux imposables		Foyers fiscaux no	Nombre de foyers fiscaux	
	Revenu moyen net imposable par foyer fiscal	Impôt moyen sur le revenu par foyer fiscal	Revenu moyen net imposable par foyer fiscal	Part des foyers fiscaux non imposables (%)	Toyora nasadax
Île-de-France	41 791	4 257	9 214	36,9	6 822 124
France métropolitaine	34 967	2 496	9 749	45,8	35 407 268

Source : Direction générale des impôts

Salaires annuels bruts moyens en 2009(1)

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1	I.	I.	(euros)
	Hommes	mes Femmes Ensemble		Écart relatif Île-de-France / province (%)
Cadres	73 430	57 064	67 741	24,4
Professions intermédiaires	38 295	34 459 36 638		11,5
Employés	26 603	25 846	26 145	12,4
Ouvriers dont :	27 603	22 580	26 969	11,1
qualifiés	28 801	25 846	28 588	12,2
non qualifiés	24 459	20 671	23 514	8,3
Ensemble	44 288	36 183	41 157	39,5
Province	31 279	26 134	29 502	-
France	34 388	28 929	32 442	-

⁽¹⁾ Les salaires bruts intègrent l'intéressement et la participation.

Champ: salariés à temps complet du secteur privé, hors chefs d'entreprise, apprentis, stagiaires et emplois aidés.

Source: Insee, DADS (salaires au lieu de travail)

Traitements et salaires:

des revenus fiscaux déclarés en 2009 (62 % en province)

Revenu disponible moyen:

42 200 € en 2009 (33 700 € en province)

ENTREPRISES

Démographie des entreprises en 2010

	Île-de-France				France métropolitaine			
	Créations d	'entreprises	Défaillances	Entreprises	Créations d'entreprises		Défaillances	Entreprises
	Auto- entrepreneurs	Hors auto- entrepreneurs	d'entreprises	au 01.01.2010	Auto- entrepreneurs	Hors auto- entrepreneurs	d'entreprises	au 01.01.2010
Ensemble, dont:	84 390	65 989	9 612	789 215	350 262	251 308	49 751	3 300 227
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	2 401	2 342	557	36 955	14 976	14 571	3 770	228 318
Construction	7 533	9 584	2 703	79 923	49 525	40 190	13 796	448 812
Commerce, réparation auto. et moto.	13 984	11 345	1 989	154 992	69 762	56 084	11 345	695 869
Transports et entreposage	813	1 654	448	26 345	2 704	6 489	1 654	83 587
Hébergement et restauration	904	5 739	680	43 909	8 294	17 591	5 739	231 622
Information et communication	7 622	5 052	516	54 634	20 287	9 207	1 308	110 039
Activités financières et d'assurance	512	2 854	193	33 480	1 863	10 711	862	121 062
Activités immobilières	624	3 239	244	40 972	2 796	14 482	1 667	166 197
Act. spécialisées, scientifiques et techniques et act. de services admin. et de soutien	29 887	17 110	1 557	190 335	87 488	45 812	5 589	544 868
Admin. pub., enseignement, santé humaine et action sociale	8 716	4 211	232	81 207	31 694	22 219	1 191	421 036
Autres activités de services	11 394	2 738	493	46 463	60 873	13 952	2 830	248 817

Champ: activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Principaux employeurs au 31.12.2009

	Assistance publique - Hôpitaux de Paris (1)		La Poste	SNCF	Air France	RATP	Préfecture de police de Paris (1) (2)	France Telecom	Société Générale	PSA Peugeot Citroën	BNP Paribas	Renault SAS	Carrefour hypermarchés
Effectif régional	112 500	60 500	54 400	52 300	49 500	44 000	37 100	32 800	26 000	25 500	24 100	21 000	19 100

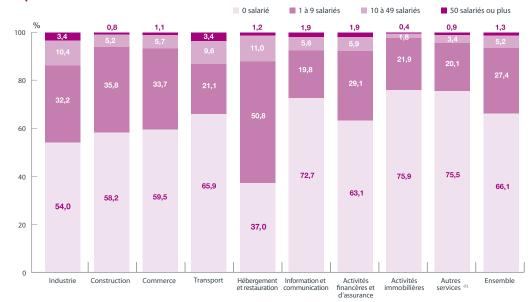
⁽¹⁾ Secteur public.

Source : Insee, CLAP (Connaissance localisée de l'appareil productif) 2009

789 000 entreprises en 2010, soit 24 % du total national

⁽²⁾ Y compris en 2009 des agents dépendant de la fonction publique territoriale

Répartition des établissements selon la taille et le secteur au 01.01.2010



⁽¹⁾ Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, autres activités de services.

Note : les données ne sont pas comparables au tableau des Chiffres-Clés 2011, une erreur de traitement étant survenue lors de l'élaboration de ce tableau l'année

. Champ : activités marchandes hors agriculture. - Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Établissements filiales d'un groupe étranger et emploi contrôlé au 31.12.2009

	Île-de-France	France
Établissements employeurs contrôlés par un groupe étranger		
Nombre d'établissements	16 686	61 712
Part dans le total des établissements (%)	4,2	3,2
Taux de pénétration (1) (%)		
Industrie	21,4	24,6
Construction	3,6	1,9
Commerce	27,9	16,3
Services (y c. activités financières)	10,9	6,2
Ensemble (hors agriculture et administration)	13,9	10,5

⁽¹⁾ Part de l'emploi des établissements contrôlés par des groupes étrangers dans l'emploi total.

Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2009, enquête sur les liaisons financières

Taux de création d'entreprises des auto-entrepreneurs :

en 2010, très légèrement supérieur au taux national (10,6 %)

Taux de création d'entreprises hors auto-entrepreneurs:

en 2010, supérieur au taux national (7,6%)

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Répartition des établissements et des effectifs au 01.01.2010

	Île-de-France				
	Établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement		
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5 962	81 707	14		
Fab. denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	7 148	46 303	6		
Cokéfaction et raffinage	50	1 222	24		
Fab. équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	3 461	81 741	24		
Fabrication de matériels de transport	505	78 733	156		
Fabrication d'autres produits industriels	27 717	193 585	7		
Construction	84 070	276 120	3		
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	184 983	687 301	4		
Transports et entreposage	32 000	372 432	12		
Hébergement et restauration	50 371	259 638	5		
Information et communication	58 698	362 831	6		
Activités financières et d'assurance	42 103	316 659	8		
Activités immobilières	46 808	76 314	2		
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	204 844	782 433	4		
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	85 493	128 587	2		
Autres activités de services	50 076	103 827	2		
Ensemble	884 289	3 849 433	4		

Champ: activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

AGRICULTURE

Utilisation du territoire en 2010

	Hectares	Part (%)
Superficie agricole utilisée de la région	572 276	47,8
dont terres arables	553 162	46,2
Surfaces boisées et peupleraies en plein	283 788	23,7
Territoire agricole non cultivé	15 296	1,3
Étangs en rapport	1 590	0,1
Territoire non agricole autre (y c. eaux intérieures)	322 524	27,0
Superficie totale de la région (1)	1 196 474	100,0

⁽¹⁾ Non compris Paris (10 517 hectares).

Source : Agreste, Statistique annuelle agricole - résultats provisoires

6800 ha de surface bio en 2010 (1,2% du territoire agricole d'Île-de-France), + 30% par rapport à 2009

ARTISANAT

Entreprises artisanales au 01.01.2010

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble	Densité artisanale (1)
Île-de-France	23 101	64 560	20 299	55 160	163 120	139
France métropolitaine	168 131	404 735	145 035	313 384	1 031 285	165

⁽¹⁾ Densité artisanale : nombre d'entreprises artisanales pour 10 000 habitants (population estimée au 01-01-2009).

Note : le tableau de l'édition 2011 des chiffres clés ne comportait que les entreprises de moins de 20 salariés

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

CONSTRUCTION

Logements et locaux en 2010

	Auto	orisés	Commencés			
	Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France	France métropolitaine		
Logements (1), dont :	50 911	432 717	42 040	322 920		
logements collectifs	64,0%	39,6%	62,8%	41,3%		
logements individuels purs	11,2%	37,3%	9,7%	37,3%		
Surface hors œuvre nette de locaux, dont :	4 750 261	33 496 572	2 495 422	22 091 420		
locaux de bureaux	29,8%	14,0%	24,9%	12,8 %		
locaux de service public	25,3 %	24,1 %	38,9 %	27,9 %		
entrepôts	10,1 %	15,0 %	10,7%	14,1%		
locaux industriels	15,3%	13,0 %	6,9 %	13,9 %		

⁽¹⁾ Logements ordinaires hors logements en résidence.

Source: Dreif, Sit@del2 en date de prise en compte

COMMERCE

Grandes surfaces du commerce de détail au 01.09.2011

	Centres commerciaux		Hypermarchés			Supermarchés			Super maxi-discomptes			
	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)
Île-de-France	143	4 545 786	388	166	1 232 758	105	951	1 013 837	86	635	439 507	37
France	619	15 371 154	246	1 880	n. d.	n. d.	5 591	7 289 364	117	4 807	3 529 792	57

	Grands magasins		Jardineries (4)			Bricolage			Click and Drive			
	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)
Île-de-France	14	274 773	23	114	444 533	38	113 913	902 511	77	16	33 250	3
France	97	753 635	12	1 568	5 077 316	81	2 355	7 874 687	126	161	236 561	4

⁽¹⁾ Surface GLA: Gross Leasing Area (surface brute louée, qui correspond à la surface commerciale, soit surface de vente + réserves + parties communes). ⁽²⁾ Surface de vente.

Source: Panorama /Trade dimensions, Le guide 2012 de la distribution



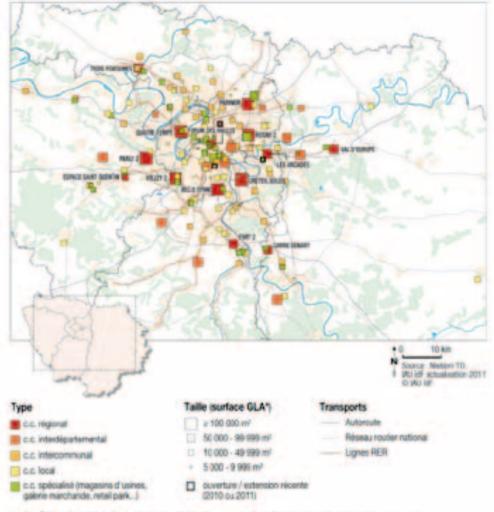
65% des établissements et 62% des emplois relèvent

⁽⁹⁾ La densité en m² pour 1000 habitants est calculée à partir des estimations localisées de population au 01.01.2009 (Insee).

⁽⁴⁾ Hors LISA (libre service agricole).

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Centres commerciaux en 2011



surface GLA: surface brute louie, ce qui correspond à la surface commercale itsuface de verre » réserves et parties communes

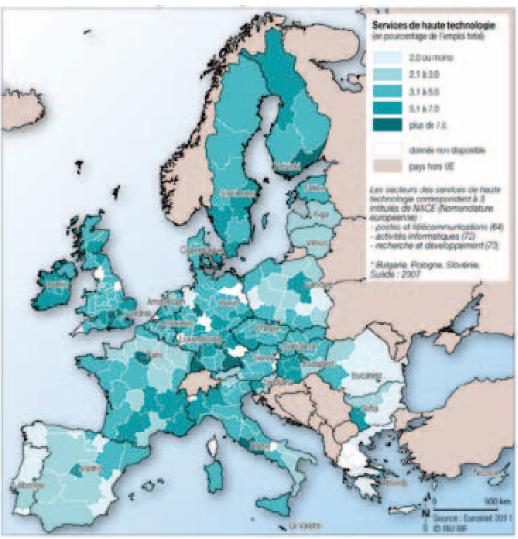
Définition des types de centres commerciaux

- c.c. régional contres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles.
- c.c. interdipartemental : cermis commerciaus congresset un hypermarche et dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 10 000 mil
- S.Z. intercommunal: centres commerciaux comprenant un hypermarché et sont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 mil
- LC local : centres commerciale comprenent une ricyenne du prantie surface alimentaire et dont la surface commerciale est comprese entre 5 000 et 20,000 et

⁻c.c. spécialisé: autres centres commerciaux sans occomotive alimentaire crientés vers l'équipement de la personne, de la maion, etc.

SERVICES

Services de haute technologie dans les régions de l'Union européenne en 2008*



21 % des établissements et 18 % des emplois relèvent du commerce

Secteurs de haute technologie :

de l'emploi total en 2009, 10^e région de l'UE

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

ENSEIGNEMENT

Répartition des effectifs du premier degré à la rentrée 2010

	Effectifs enseignements public et privé				Dont effectifs enseignement public					
	Pré- élémentaire	Élémentaire	ASH ⁽¹⁾	Ensemble	Pré- élémentaire	Élémentaire	ASH ⁽¹⁾	Ensemble	Part du public (%)	
Île-de-France	493 641	769 615	6 563	1 269 819	460 535	690 729	6 001	1 157 265	91,1	
France métropolitaine	2 441 546	3 912 310	41 859	6 395 715	2 135 721	3 349 052	38 712	5 523 485	86,4	
Part de l'Île-de-France (%)	20,2	19,7	15,7	19,9	21,6	20,6	15,5	21,0		

⁽¹⁾ Adaptation scolaire et scolarisation des enfants handicapés.

Source: MENJVA - DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

Effectifs du second degré à la rentrée 2010 (y compris EREA*)

	Enseignements	Dont							
	public et privé (y c. SEGPA**) (1) + (2) + (3)	Public	Privé	Collège (1)	Lycée d'enseignement professionnel (2)	Lycée d'enseignement général et technologique (3)			
Île-de-France	1 000 100	805 000	195 000	583 950	122 000	294 150			
France métropolitaine	5 128 500	4 007 200	1 121 300	3 087 900	666 250	1 374 350			
Part de l'Île-de-France (%)	19,5	20,1	17,4	18,9	18,3	21,4			

^{*} Les élèves des EREA sont répartis selon leur classe.

Source: MENJVA - DEPP

86 % de réussite au baccalauréat général en Île-de-France en 2010 (88 % au niveau national)

78 % de réussite au baccalauréat technologique en Île-de-France en 2010 (83 % au niveau national)

^{**} Sections d'enseignement général (sixième SEGPA à troisième SEGPA) et professionnel adapté (CAP de SEGPA).



Effectifs de l'enseignement supérieur à la rentrée 2010

	Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France / France métro. (%)
Universités	342 399	1 297 231	26,4
IUT	17 709	115 557	15,3
Sections de techniciens supérieurs	43 540	235 052	18,5
Classes préparatoires aux grandes écoles	25 568	78 584	32,5
Formations d'ingénieurs (1)	28 580	122 182	23,4
Écoles de commerce, vente, gestion et comptabilité	41 327	121 071	34,1
Autres écoles et formations d'enseignement supérieur (2)	119 663	312 143	38,3
Ensemble (3)	618 786	2 281 820	27,1

⁽¹⁾ Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

Sources: MESR - DGESIP - DGRI - SIES - Système d'information SISE et autres enquêtes

16 % d'étudiants étrangers (11 % en province)

7 030 € sont depenses en moyenne par élève dans les lycées en

sont dépensés en dans les lycées en

2008 (7 140 € en France) et 8 690 € dans l'enseignement supérieur (8 220 € en France)

^[2] Grands établissements, INP, universités de téchnologie, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées.

⁽⁹⁾ Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, des universités de technologie et des INP.

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

APPRENTISSAGE

Effectifs des centres de formation d'apprentis par niveau au 31.12.2009

	Niveau V CAP, BEP	Niveau IV Bac professionnel ou brevet professionnel	DLIT 1er cycle	Niveau II Bac +3 et +4 (licence, maîtrise)	Niveau I Bac + 5 ou plus	Ensemble
Île-de-France	29 323	17 351	14 533	8 557	11 298	77 062
Évolution 2009/2008 (%)	-13,4	22,0	1,1	11,9	15,3	2,4
France métropolitaine	205 188	110 267	58 682	17 251	26 127	417 515
Part de l'Île-de-France (%)	12,3	15,7	24,8	49,6	43,2	18,5

Champ : apprentis sous tutelle de l'Éducation nationale et de l'Agriculture.

Sources: MEN - MESR - DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)

Effectifs d'apprentis par filière de formation au 31.12.2009

	Île-de-France	Part en France (%)
Spécialités disciplinaires	1 112	59,2
Mathématiques et sciences	346	45,3
Sciences humaines et droit	620	64,5
Lettres et arts	146	96,1
Spécialités de la production	31 474	12,3
Spécialités pluri-technologiques de la production	2 320	19,3
Agriculture, pêche, forêt	1 967	6,4
Transformations	8 607	12,7
Génie civil, construction, bois	6 470	9,0
Matériaux souples	350	33,4
Mécanique, électricité, électronique	11 760	16,4
Spécialités de services	44 476	26,5
Spécialités plurivalentes des services	23	59,0
Spécialités pluri-technologiques de la production	2 320	19,3
Échanges et gestion	22 192	27,3
Communication et information	6 982	48,4
Services aux personnes	14 316	20,8
Services à la collectivité	963	30,2
Ensemble	77 062	18,5

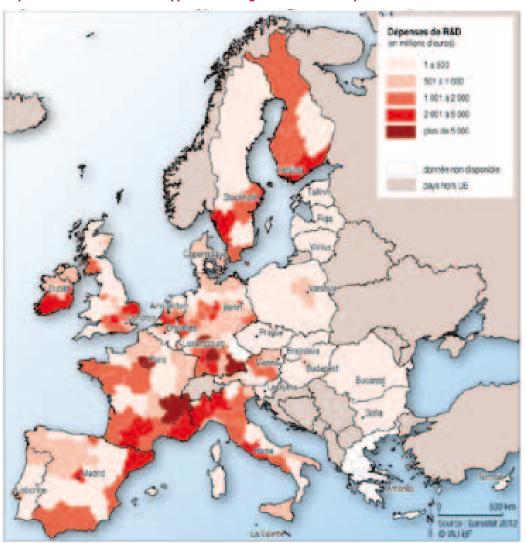


Apprentis - École Grégoire-Ferrandi (75)

Sources: MEN - MESR - DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)

RECHERCHE

Dépenses de recherche et développement des régions de l'Union européenne en 2009



33

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et effectifs dans la recherche en 2009 (y compris la défense)

	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)	
DIRD (millions d'euros)	16 899	42 685	39,6	
entreprises	10 995	26 341	41,7	
administrations	5 904	16 344	36,1	
Effectif total (1) de R&D	143 669	394 145	36,5	
entreprises	87 066	226 051	38,5	
administrations	56 603	168 094	33,7	
dont chercheurs	91 546	234 201	39,1	
entreprises	57 211	133 536	42,8	
administrations	34 335	100 665	34,1	



Données semi-définitives. - (1) Effectif équivalent temps plein. Sources: MESR - DGESIP - DGRI - SIES

Rue intérieure du Neurospin, CEA (91)

Montant du budget de recherche et de transfert de technologie (R&T) réalisé par les collectivités territoriales en 2009 et 2010

(millions d'euros)

	Conseil régional		Conseils généraux		Communes et EPCI ⁽¹⁾		Ensemble		dont montant à destination des Pôles	
	2009	2010(2)	2009	2010(2)	2009	2010(2)	2009	2010(2)	2009	2010(2)
Île-de-France	131,2	148,0	42,2	62,3	5,1	4,0	178,6	214,2	44,4	52,2
France métropolitaine	835,4	848,5	183,9	202,1	177,0	197,9	1 196,3	1 248,5	171,9	167,2
Part de l'Île-de-France (%)	15,7	17,4	23,0	30,8	2,9	2,0	14,9	17,2	25,8	31,2

⁽¹⁾ Communes et établissements publics de coopération intercommunale (communautés de communes, communautés d'agglomération...)

Source: MESR - SIES

Le budget de R&T correspond à l'ensemble des financements destinés à développer les activités de recherche et développement des universités et des organismes publics, à soutenir l'innovation et la recherche dans les entreprises, à favoriser les transferts de technologie, à promouvoir les résultats de la recherche, à développer la culture scientifique et technique...

des effectifs nationaux de chercheurs

brevets déposés en 2010 4 900 dont près de 20 % dans le domaine des transports)

⁽²⁾ Les données 2010 sont prévisionnelles.

Indicateurs de l'effort budgétaire de R&T des conseils régionaux et généraux en 2009 et 2010

		le budo	s dans get total &T (%)	Budget de R&T par habitant (euros)		Part du budget de R&T dans le budget primitif	
		2009	2010 ⁽¹⁾	2009	2010 ⁽¹⁾	2009	2010 ⁽¹⁾
Île-de-France	Conseil régional	15,7	17,4	11,2	12,6	2,9%	3,1%
	Conseil généraux	23,0	30,8	3,6	5,3	3,5‰	5,1‰
France métropolitaine	Conseil régional	100,0	100,0	13,4	13,6	3,2%	3,1%
	Conseil généraux	100,0	100,0	2,9	3,2	2,8‰	3,0‰

⁽¹⁾ Les données 2010 sont prévisionnelles - Source : MESR - SIES, Insee, DGCL

Pôles de compétitivité en 2011

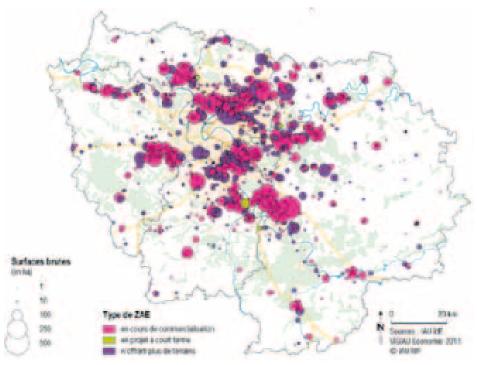
Nom du pôle (date des données)	Domaine de compétences	Nombre de PME adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Nombre de projets financés par des fonds publics	Financements publics (millions d'euros)		
Pôle mondial	Pôle mondial							
Finance innovation (14/11/2011)	Banques et entreprises d'investissement, sociétés d'assurance, sociétés de gestion et capital investissement, services aux entreprises financières	124	71	37	17 ⁽¹⁾	13		
Medicen Paris Region (30/09/2011)	Hautes technologies pour la santé	150	12	28	55	142		
Systematic Paris Region (25/11/2011)	Logiciels et systèmes complexes pour les telecoms, automobile et transport, sécurité et défense, TIC et ville durable	389(2)	132	102	325	530		
Pôle à vocation moi	ndiale							
Cap Digital Paris Region (10/2011)	Création et diffusion de contenu numérique	700	20	50 universités et Grandes écoles, 170 laboratoires de recherche	400	325		
Mov'eo (10/11/2011)	Automobile, transport collectifs, sécurité routière et environnement	159	76	51	130	216		
Pôle national				`				
Advancity (06/2011)	Développement durable de la ville, habitat et construction, mobilité en milieu urbain	181	17	31 ⁽³⁾	n. d.	87		
ASTech ⁽⁴⁾ (05/10/2011)	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	117	35	39	36	71		
Cosmetic Valley (11/2011)	Parfumerie, cosmétique	182	59	223(5)	84	126		
Elastopole (30/09/2011)	Industrie du caoutchouc et des polymères	46	11	25	15	13		

⁽¹⁾ Hors Oséo - (2) PME + ETI - (3) 31 établissements d'enseignement supérieur et de recherche représentant 150 laboratoires et plus de 3 000 chercheurs.
(4) Outre les partenaires cités, le pôle ASTech compte 7 collectivités et 18 partenaires autres - (5) 6 universités avec en moyenne 30 laboratoires par université.

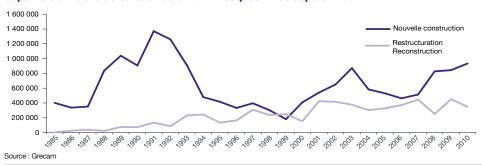
Sources: Advancity (site Internet), ASTech, Cap Digital, Cosmetic valley, Elastopole, Finance innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic

IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Zones d'activité économiques en 2011



Superficie annuelle de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés depuis 1985



1300 zones d'activités économiques en 2011, soit plus de 27 000 hectares dont 2 280 de terrains disponibles **50 millions** de m² de bureaux en 2010

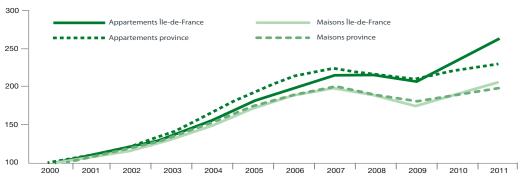
LOGEMENT

Caractéristiques des logements en 2008

	Île-de-France 2008 1999		France métropolitaine	
			2008	1999
Nombre de logements (milliers)	5 378	5 083	31 819	28 702
Nombre de résidences principales (milliers)	4 897	4 510	26 615	23 810
Proportion de maisons individuelles (%)	26,9	26,3	55,9	55,5
Proportion de locataires (%)	49,2	51,1	39,7	40,7
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,4	3,3	4,0	3,9
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,4	2,3	2,4

Source: Insee, recensements de la population 1999 et 2008, exploitations principales

Prix des logements anciens (1), indices au 4e trimestre, de 2000 à 2011 (2)



Degements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

Source: Insee et Chambres des notaires

Lovers du parc privé au 01.01.2011

Paris	Petite couronne	Grande couronne	Agglomération parisienne
51	53	61	54
1 019	808	774	883
20,1	15,2	12,8	16,4
2,2	1,6	1,3	1,8
0,4	0,2	0,2	0,3
	51 1 019 20,1 2,2	51 53 1 019 808 20,1 15,2 2,2 1,6	51 53 61 1 019 808 774 20,1 15,2 12,8 2,2 1,6 1,3

Source : OLAP

5 380 000

logements en 2008,

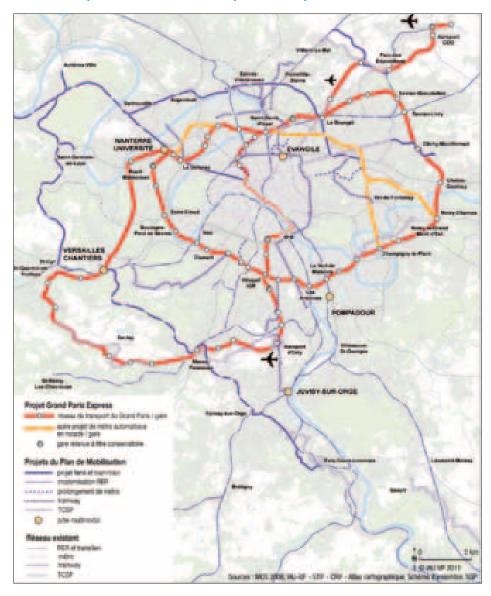
91 % sont des résidences principales (82 % en province) et 27 % des maisons (62 % en province)

48 % des ménages franciliens sont propriétaires de leur résidence principale

⁽²⁾ Base 100 au 4e trimestre 2000, 3e trimestre (données provisoires) pour 2011.

INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

Grand Paris Express et Plan de Mobilisation pour les Transports





Trafic aérien en 2011

	2011	Évolution 2011/2010 (%)
Passagers	88 109 627	5,7
Roissy - Charles-de-Gaulle	60 970 551	4,8
Orly	27 139 076	7,7
Mouvements	745 899	3,7
Roissy - Charles-de-Gaulle	514 059	2,8
Orly	231 840	5,8
Fret et poste (tonnes)	2 405 622	-3,8
Roissy - Charles-de-Gaulle	2 300 064	-4,1
Orly	105 558	2,9

Source : Aéroports de Paris

Trafic de fret en 2010

	2010 (tonnes)	Évolution 2010/2009 (%)
Trafic fluvial	20 586 200	3,0
Chargements	8 926 156	9,1
Déchargements	11 660 044	- 1,2
Trafic maritime	278 694	23,3
Chargements	187 169	10,6
Déchargements	91 525	61,1
Ensemble (fluvial + maritime)	20 864 894	3,2

Source: Ports de Paris

Immatriculations de voitures particulières neuves en 2010

	Immatriculations	Évolution 2010/2009 (%)
Île-de-France	389 278	- 0,8
France métropolitaine	2 212 658	- 2,5
Part de l'Île-de-France (%)	17,6	+ 0,3 point
Taux de pénétration étrangère en France (1) (%)	41,6	- 1,8 point

(1) hors transit temporaire.

Source : Comité des constructeurs français d'automobiles

Transports collectifs en 2010

	Milliards de voyageurs- kilomètre	Évolution 2010/2009 (%)
RATP dont :	15,4	1,2
Métro	7,5	1,2
RER (lignes A et B)	4,9	1,9
Réseau de surface Paris et banlieue	3,0	0,0
Transilien (RER et trains SNCF)	11,47	0,6
SNCF France métropolitaine	73,55	-1,3
Part de l'Île-de-France (%)	15,6	+ 0,3 point

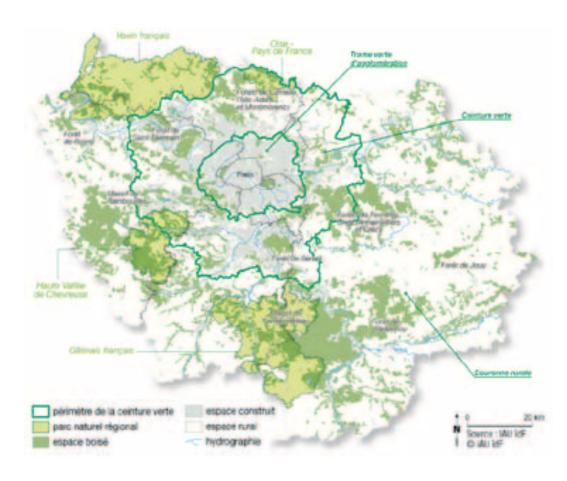
Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer / Bulletin mensuel de statistiques des transports du SOeS

Le réseau Grand Paris Express

qui desserviront 72 gares, il reliera les pôles d'activités majeurs et les aéroports internationaux et facilitera les liaisons de banlieue à banlieue en réduisant considérablement les temps de parcours. Ce projet s'intègre dans un plan global de mobilisation en faveur des transports

ENVIRONNEMENT

Grands ensembles naturels



80% de la superficie de l'Île-de-France est occupée par des espaces naturels, agricoles ou forestiers

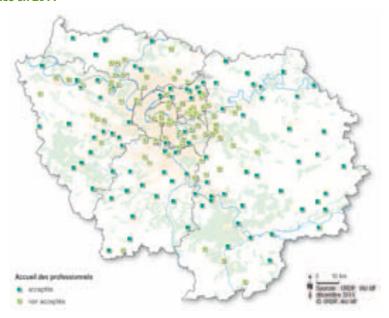
65 % des ordures ménagères traitées sont incinérées avec récupération d'énergie en 2008 (40 % en province)

Indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) pour l'agglomération parisienne de 2006 à 2010 $^{(1)}$

	Nambra da igura	Pource	Pourcentage de jours dans l'année pendant lesquels la qualité était					
	Nombre de jours pendant lesquels l'indice a été calculé	très bonne (niveau 1 ou 2)	bonne (niveau 3 ou 4)	moyenne (niveau 5)	mauvaise ou très mauvaise (niveau 6 ou plus)			
2010	365	2,7	76,2	12,6	8,5			
2009	365	3,3	73,7	13,7	9,3			
2008	366	3,8	77,6	13,1	5,5			
2007	365	5,8	69,0	15,1	10,1			
2006	365	6,9	77,5	7,1	8,5			

⁽¹⁾ Voir glossaire Source : Airparif

Déchèteries en 2011





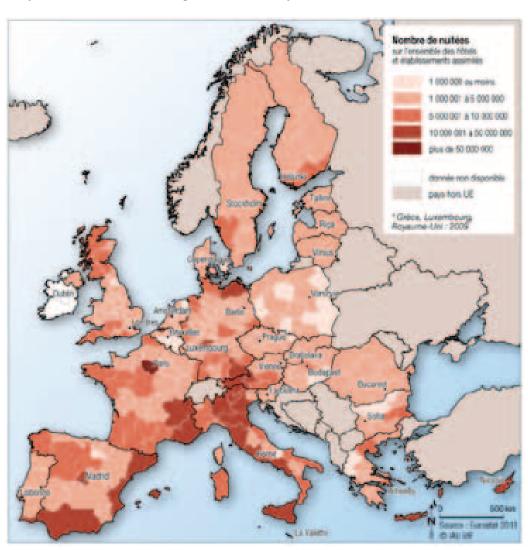
Pâture de loisirs, Neufmoutiers-en-Brie (77)



Étang du domaine de la Chasse, Montmorency (95)

TOURISME

Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2010*



région touristique mondiale : près de 66 millions de nuitées en 2010 (dont 51 % d'étrangers)

Britanniques et Américains sont les

nationalités étrangères les plus représentées parmi les touristes



Hôtels classés Évolution Hôtels non Ensemble 2011/2010 - 4 ★ L classés 0 * 2 * 3 ★ Ensemble (%) Paris Établissements 1 470 1 471 -0.1 38 102 512 606 212 1 Chambres 2 9 1 5 2 953 22 260 27 138 22 768 78 034 118 78 152 -0.1 Île-de-France Établissements 223 170 877 794 255 2319 2 342 -0,4 23 Chambres 16 214 6 216 47 170 46 665 31 736 148 001 2 165 150 166 -0,2 France métropolitaine Établissements 1 698 1 227 8 932 3 952 946 16 755 315 17 070 -3.3

Source : Insee - DGCIS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

27 817

256 700

Note : suite à une réforme du classement des hébergements touristiques marchands, les nombres d'hôtels par catégorie d'étoiles en 2010 et 2011 ne sont pas comparables.

175 332

69 310

594 825

16 784

611 609

-2.9

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2010

65 666

Chambres

	0★	1★	2★	3★	4★ - 4★ L 5★	Ensemble
Île-de-France						
Arrivées (en milliers) (1)	4 259	1 238	10 392	9 621	6 235	31 745
dont part des étrangers (%)	13,3	22,5	30,8	52,9	66,5	41,8
Nuitées (en milliers) (2)	7 424	2 417	20 582	21 200	14 162	65 785
dont part des étrangers (%)	15,4	29,1	39,8	62,9	73,7	51,4
Taux d'occupation (3)	72,0	67,5	73,0	73,8	74,5	73,2
France métropolitaine						
Arrivées (en milliers) (1)	16 272	5 233	43 456	28 948	11 585	105 493
dont part des étrangers (%)	14,1	15,6	20,3	39,0	54,3	28,0
Nuitées (en milliers) (2)	26 331	8 793	75 825	56 536	24 687	192 172
dont part des étrangers (%)	15,1	18,3	23,9	46,0	61,7	33,8
Taux d'occupation (3)	62,1	56,1	56,7	60,6	65,1	59,4

⁽¹⁾ Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

⁽²⁾ Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

⁽⁹⁾ Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Source : Insee - DGCIS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

TOURISME

Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques en 2010

	Entrées	Évolution 2010/2009 (%)
Disneyland® Paris (77)	15 000 000	- 2,6
Notre-Dame de Paris (75)	13 650 000 ⁽¹⁾	-
Sacré-Cœur de Montmartre (75)	10 500 000 ⁽¹⁾	-
Musée du Louvre (75)	8 346 361	- 0,5
Tour Eiffel (75)	6 700 000	1,5
Domaine de Versailles (2) (78)	6 087 556	7,6
Centre Pompidou (3) (75)	3 130 000	- 11,4
Musée d'Orsay (75)	2 985 510	- 1,2
Cité des Sciences et de l'Industrie (4) (75)	2 867 000	- 6,2
Chapelle de la médaille miraculeuse (75)	2 000 000	-
Muséum national d'Histoire naturelle (5) (75)	1 951 456	20,3
Galeries nationales du Grand Palais (75)	1 542 017	- 2,2
Arc de Triomphe (75)	1 508 000	- 1,8
Hôtel national des Invalides - Musée de l'Armée (75)	1 407 425	15,2
Musée du Quai Branly (75)	1 326 153	- 11,4

⁽¹⁾ Estimation

[©] Ces données comprennent : la Grande Galerie de l'Évolution, la Galerie de Minéralogie, la Galerie de Paléontologie et la ménagerie du Jardin des Plantes. Sources : CDT - CMN - CRT Paris Île-de-France - Musées et monuments - RMN - Ville de Paris.







Musée d'art moderne (75)

Tourisme d'affaires :

46 % des nuitées de l'hôtellerie francilienne en 2010

Paris:

e ville mondiale en nombre de congrès associatifs en 2010 (derrière Vienne et Barcelone selon le classement ICCA, derrière Singapour et Bruxelles selon le classement UAI)

[©] Comptabilise les entrées du Château, du Grand Trianon, du Petit Trianon et des spectacles.

⁽³⁾ Ne comptabilise que le musée et les expositions temporaires.

⁽⁴⁾ Cité hors Géode.

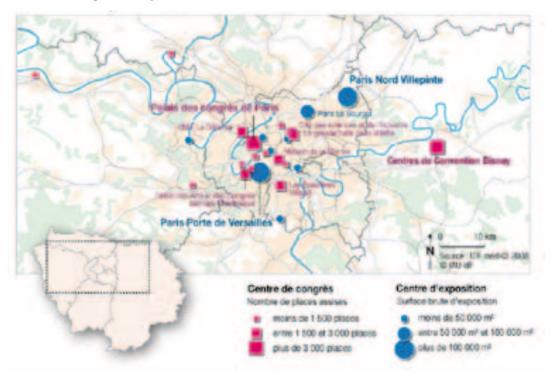
Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2010

Site	Nombre de participants (1)	Part de marché (%)	Nombre de congrès	Part de marché (%)
Centres de congrès et d'exposition	461 505	72,5	283	29,7
Salles de réunion	40 862	6,4	104	10,9
Lieux scientifiques	75 222	11,8	384	40,3
Musée - Lieux évènementiels	18 070	2,8	52	5,5
Hôtels avec salles de réunion	30 958	4,9	87	9,1
Autres	10 380	1,6	43	4,5
Total	636 997	100,0	953	100,0

⁽¹⁾ Sur un total de 905 congrès pour lequel le nombre de participants et le site sont connus.

Source : Office du tourisme et des congrès de Paris

Centres de congrès et d'expositions en 2011





L'Insee, des missions et des compétences au service du débat public

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee) est une administration qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur la France et ses régions.

Ses domaines de compétence sont la démographie, l'économie, l'emploi, les conditions de vie, la connaissance des territoires.

Tous les acteurs, collectivités locales, services de l'Etat, entreprises, médias, associations, enseignants, etc., peuvent utiliser les informations de l'Insee, notamment pour prendre des décisions et établir des prévisions.

L'Insee garantit la confidentialité des données recueillies et la qualité des résultats diffusés.

L'Insee en Ile-de-France : 250 personnes en action

Installé à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Insee Ile-de-France est une direction régionale de l'Insee. Elle contribue à la production statistique nationale de l'Insee, produit, analyse et diffuse l'information au niveau local pour une meilleure connaissance de la région francilienne et de ses territoires

■ L'Insee Ile-de-France : une ressource d'appui à la décision

Cette activité d'analyse, à vocation publique, est engagée en partenariat conventionné avec les acteurs publics locaux (collectivités locales, services de l'Etat, chambres consulaires, observatoires régionaux, agences d'urbanisme et de développement, etc.).

■ L'Insee Ile-de-France : producteur d'une information de référence

- Le recensement de la population sur le territoire francilien. Chaque année, 466 communes de la région sont recensées en partenariat avec les mairies.
- Des enquêtes auprès de 16 000 ménages franciliens, réalisées chaque année sur des thèmes tels que l'emploi, le logement, le transport, etc.
- Des enquêtes auprès des entreprises et collectivités locales.
- L'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques.
- L'utilisation de données issues d'un réseau de production Insee :
 - . le répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE) ;
 - . le répertoire d'état civil :
 - . les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ;
 - . etc.

■ L'Insee lle-de-France : l'information par excellence

Sur www.insee.fr/ile-de-france votre information régionale, complète et actualisée :

- . Des données pour connaître les grandes tendances économiques et sociales.
- . Des études pour comprendre et accompagner le débat régional et local.
- . Une information semestrielle sur la conjoncture régionale.
- . Des dossiers thématiques et un bilan annuel économique et social de la région.



GLOSSAIRE

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro SIREN dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. A une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Estimations trimestrielles : elles sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement de la statistique établie par les Urssaf. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Chômeur au sens du BIT: personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions: être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés: les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données trimestrielles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de Pôle emploi. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT.

Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Pôle emploi : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins

une personne sous contrat de travail. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif, les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas comptabilisés dans ce champ par Pôle emploi. Le taux de couverture des statistiques Unédic était de 70 % de l'emploi salarié récional recensé au RGP 1999.

Catégories de demandeurs d'emploi : pour les analyses statistiques, les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont présentées en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures ou moins au cours du mois).

Taux d'activité : proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Revenus

Revenu moyen imposable par foyer fiscal: il représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde, pensions alimentaires...).

Foyers fiscaux non imposables: personnes n'ayant aucun impôt à payer (suite à une exonération ou parce que les revenus sont inférieurs au seuil d'imposition ou parce qu'ils bénéficient d'une réduction d'impôt ou qui se voient restituer totalement un avoir fiscal ou un crédit d'impôt).

Foyers fiscaux imposables : personnes ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent.

Environnement

Indice ATMO: l'objectif de l'indice est de caractériser une situation moyenne pour une agglomération urbaine. Quatre polluants sont pris en compte: le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, l'ozone et les poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. C'est le sous-indice maximum qui est retenu comme indice ATMO final caractérisant la qualité globale de l'air de la journée considérée. Cet indice comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

IAU île-de-France

Bureau d'études et de prospective

Force d'analyse, de proposition, de projet

L'IAU île-de-France est structuré autour de grandes directions techniques : la planification, l'aménagement et l'urbanisme, la mobilité et les transports, l'environnement urbain et rural. l'économie et le développement local, la démographie, le logement et les équipements ainsi que différents observatoires : la santé, la sécurité, l'action internationale, le sport.

Maître d'œuvre des schémas directeurs de l'Île-de-France

En tant que maître d'œuvre, l'IAU île-de-France a en charge la révision du schéma directeur aux côtés de la Région : bilan, enjeux, scénarios de développement et parti d'aménagement, appui au dispositif de concertation, capitalisation des travaux, construction du projet de schéma directeur d'Île-de-France.

Outil en évolution constante

Dans un contexte en perpétuel renouvellement, l'IAU île-de-France s'adapte constamment, se projette dans l'avenir et apporte un éclairage à long terme sur les évolutions de la métropole. Présent dans de nombreux domaines, il anime réseaux et partenariats sur lesquels il fonde une part de son expertise. Il intervient dans une quarantaine de pays à travers des contrats et accords de coopération.

Outil de communication, lieu d'échanges

Des données, de nombreuses publications, un site Internet : www.iau-idf.fr Des séminaires, débats et tables rondes.

Le système d'information géographique régional (SIGR) consultable sur Internet par des cartes interactives.

200 femmes et hommes au service de la Région d'Île-de-France et de ses partenaires



Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France 15, rue Falquière 75740 Paris CEDEX 15 Tél. +33 (0)1.77.49.77.40

Le président

L'IAU île-de-France est présidé par Jean-Paul Huchon. président du conseil régional d'Île-de-France.

Le directeur général François Dugeny

LIENS UTILES

Aéroports de Parishttp://www.aeroportsdeparis.fr/ADP/fr-FR/Grou	pe/Groupe-Strategie/LEssentiel/Trafic/
Agence BIO	www.agencebio.org
Agence régionale de développement (ARD) Paris - Ile-de-France	www.paris-region.com
Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies (ARENE)	www.areneidf.org
Airparif	www.airparif.asso.fr
Bruitparif	www.bruitparif.fr
Caisse régionale d'assurance maladie d'Ille-de-France (CRAMIF)	www.cramif.fr
Chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI) Paris - Ile-de-France	www.paris-iledefrance.cci.fr
Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)	www.ccfa.fr
Comité régional du tourisme (CRT) Paris Île-de-France	www.nouveau-paris-ile-de-france.fr/
Conseil régional d'Île-de-France	www.iledefrance.fr
Direction générale des douanes et droits indirects (statistiques) http://lekiosque.finance	s.gouv.fr/Appchiffre/portail_default.asp
Direction générale des finances publiques (DGFiP)	www.impots.gouv.fr
Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de	
http	· · ·
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-Fran	•
Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) lle-de- http://www.driea.ile-de-france.developpement-	Francedurable.gouv.fr/statistiques-r1546.html
Éconovista	www.econovista.com
Eurostat	a.eu/portal/page/portal/eurostat/home
Eurostat	
	www.iau-idf.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	www.iau-idf.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	www.iau-idf.fr www.insee.fr www.developpement-durable.gouv.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	www.iau-idf.fr www.insee.fr www.developpement-durable.gouv.fr www.minefe.gouv.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	www.iau-idf.fr www.insee.fr www.developpement-durable.gouv.fr www.minefe.gouv.fr www.education.gouv.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	www.iau-idf.frwww.insee.frwww.developpement-durable.gouv.frwww.minefe.gouv.frwww.education.gouv.fr
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. WW Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF).	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF)	
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	

LE RÉSEAU DE LA CRCI ET DES CCI DE PARIS - ILE-DE-FRANCE











La Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ilede-France est un établissement public, administré par 60 élus, membres des quatre CCI (CCI de l'Essonne, de Paris, Seineet-Marne et de Versailles Val-d'Oise / Yvelines). Son président est Yves Fouchet, également président de la CCI de Versailles Val-d'Oise / Yvelines. Sa double mission est de représenter les positions des CCI sur les questions de portée régionale concernant les entreprises et la formation des jeunes, et d'animer la stratégie et le fonctionnement du réseau des CCI.

Les quatre Chambres de commerce et d'industrie sont également des établissements publics dirigés par 252 chefs d'entreprises élus par leurs pairs.

Leur mission est d'informer, conseiller et accompagner les entrepreneurs dans les phases de création d'entreprise, de transmission, de développement par l'innovation et l'exportation, et de former leurs futurs salariés. Elles réalisent des études économiques et des enquêtes de conjoncture et d'opinion, auxquelles elles font référence dans la conduite de leurs missions.

La CRCI et les CCI de Paris - Ile-de-France en quelques chiffres (1)

- 252 membres élus, chefs d'entreprises bénévoles.
- 5 150 agents au service des entreprises et des jeunes en formation.
- 100 600 porteurs de projets d'entreprise et créateurs accueillis.
- **1 800** entreprises conseillées et suivies dans leur développement à l'international, 1 000 entreprises formées à l'international.
- Plus de 1000 entreprises participantes aux réseaux animés par les CCI autour du développement durable.
- 500 PME accompagnées dans leur démarche d'innovation.



POUR EN SAVOIR PLUS

- Arrivées de l'étranger : l'Île-de-France attire des jeunes qualifiés. M. Sagot. Note rapide Société n° 521, IAU îdF, 2010.
- La conjoncture en Ile-de-France en septembre 2011 : l'opinion des chefs d'entreprise. CRCI Paris Ile-de-France. 2011.
- La croissance francilienne tirée par le tertiaire mais peu riche en emploi. C. Godonou et P. Pottier (Insee), J. Courel (IAU ÎdF), M. Le Priol (Crocis de la CCIP), F. Rageau (Directte Île-de-France), C. Aussillous (DRIEA). Ile-de-France à la page n° 359, 2011.
- Deux jeunes entreprises franciliennes sur trois passent le cap des trois ans. M. Delassus et D. Vicart (CRCI Paris Ile-de-France), L. Barutel et Ç. Camors (IAU îdF), J.-W. Berthelot et O. Satger (Insee). À propos n° 6 (CRCI Paris Ile-de-France), Note rapide Économie n° 558 (IAU îdF), Ile-de-France à la page n° 361 (Insee), 2011.
- Un emploi métropolitain sur deux est occupé par un cadre dans l'aire urbaine de Paris. L. Omont (Insee Ile-de-France). Note rapide Économie n° 571, IAU îdF, 2011.
- Emploi : extension des fonctions métropolitaines au sud-ouest de Paris. A. Claudel (Insee Ile-de-France). Note rapide Économie n° 549, IAU îdF, 2011.
- L'emploi, moteur des arrivées en Île-de-France pour les 30-59 ans. N. Augustine (Insee Ile-de-France).
 Ile-de-France à la page n° 366, Note rapide Société n° 562, IAU îdF, 2011.
- Et demain? Cahiers n° 158, IAU îdF, 2011.
- Les Franciliens utilisent autant les transports en commun que la voiture pour se rendre au travail. J. Courel (IAU îdF), Y. Caenen (Insee Ile-de-France), C. Paulo (STIF), D. Schmitt (DRIEA). Note rapide Mobilité, n° 542, IAU îdF, Ile-de-France à la page n° 353, 2011.
- L'Île-de-France reste la région la plus attractive pour les 18-29 ans. K. de Biasi (Insee Ile-de-France). Note rapide Société n° 561. IAU îdF, 2011.
- Lente sortie de crise pour l'économie francilienne. B. Pentinat (Insee), F. Rageau (Directe Île-de-France), Ile-de-France à la page n° 350, 2011.
- Près d'un emploi sur cinq est peu qualifié en Île-de-France. P. Leroi, L. Thevenot. Note rapide Économie n° 554, IAU îdF, 2011.
- Près d'un million de ménages franciliens en plus à l'horizon 2030. P. Louchart. Note rapide Société n° 495, IAU îdF, 2010.
- Regards sur... l'année économique et sociale 2011. Insee Ile-de-France, 2011.
- Le rythme des départs d'Île-de-France reste constant pour les plus de 60 ans. J. Herviant (Insee Ile-de-France).
 Note rapide Société n° 563, IAU îdF, 2011.
- Services à la personne en Île-de-France : des emplois précaires peu rémunérés. C. Camors (IAU îdF), S. Bouffin, J. Bresner (Insee Ile-de-France), B. Gualbert (CROCIS de la CCIP). Note rapide Économie n° 544, IAU îdF, 2011.
- Tableaux économiques d'Ile-de-France 2011. Insee Ile-de-France. 2011.
- Zonage en aire urbaine 2010: le centre se densifie, le périurbain s'étend. J. Labrador (Insee). Ile-de-France à la page n° 374, 2011.
- Zoom sur l'économie régionale. CRCI Paris Ile-de-France, 2011.

Les Chiffres-Clés de la région Île-de-France existent également en version internationale (anglais et mandarin)

N'hésitez pas à les commander à l'adresse : etudeseco@paris-iledefrance.cci.fr

Cet ouvrage a été réalisé par :

- la Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France (CRCI Paris Ile-de-France), présidée par Yves FOUCHET:
- l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF), dirigé par François DUGENY;
- et la direction régionale d'Ile-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee lle-de-France), dirigée par Sylvie LAGARDE.

Directeur de la publication

Yves FOUCHET, président de la CRCI Paris - Ile-de-France.

Directeur de la rédaction

Pierre LAHOCHE, directeur général de la CRCI Paris - Ile-de-France.

Conception et rédaction

Martine DELASSUS (CRCI Paris - Ile-de-France), Anne-Marie ROMÉRA (IAU île-de-France / DEDL), et Olivier SATGER (Insee Ile-de-France).

Cartographie

Pascale GUERY (IAU îdF / DEDL).

Mise en page et impression

Technic Imprim • Median Impressions









Crédits photos

Page 3: Jacques Lebar, Paris Tourist Office. Page 4: Michel Hasson / Marc Bertrand, Paris Tourist Office. Page 17: Jean-Claude Pattacini, Urba images, IAU îdF. Page 19: Sylvie Castano, IAU îdF / Thierry Ardouin, Tendance Floue, ARD, / Daniel Fay, IAU îdF. Page 34: Hervé Abbadie, EPPS. Page 39: Marc Bertrand, Paris Tourist Office. Page 40: Corinne Legenne, IAU îdF / Aurélie Lacouchie, IAU îdF. Page 43: Emmanuel Blum, IAU îdF. Page 44: Amélie Dupont, Paris Tourist Office / Hélène Giansily, CRT IDF. Page 60: William Alix, Sipa Press, CRT PIdF / Thierry Ardouin, Tendance Floue, ARD / Benoît Basset, IAU îdF / Florent Lamontagne, CRT PIdF / Kate Barry pour le Marché International de Rungis / Christine Tarquis, IAU îdF / N. Revelli-Beaumont, Sipa Press, CRT IdF / Laurent Chamussy, Sipa Press, CRT IdF / T. Morel-Fort, Sipa Press, CRT IdF / Laurent Chamussy, CRT IdF / T. Morel-Fort, Sipa Press, CRT IdF / Laurent Chamussy, CRT IdF / Laurent CRT IdF.

© Copyright CRCI Paris - Ile-de-France / IAU îdF / Insee Ile-de-France - Février 2012

















La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.

Investisseur de long terme, la Caisse des Dépôts est le gestionnaire de confiance de l'épargne des Français, de régimes de retraite et le banquier du service public de la Justice.

Le groupe Caisse des Dépôts apporte des solutions durables et invente en permanence de nouvelles manières d'appuyer les politiques publiques nationales et locales.

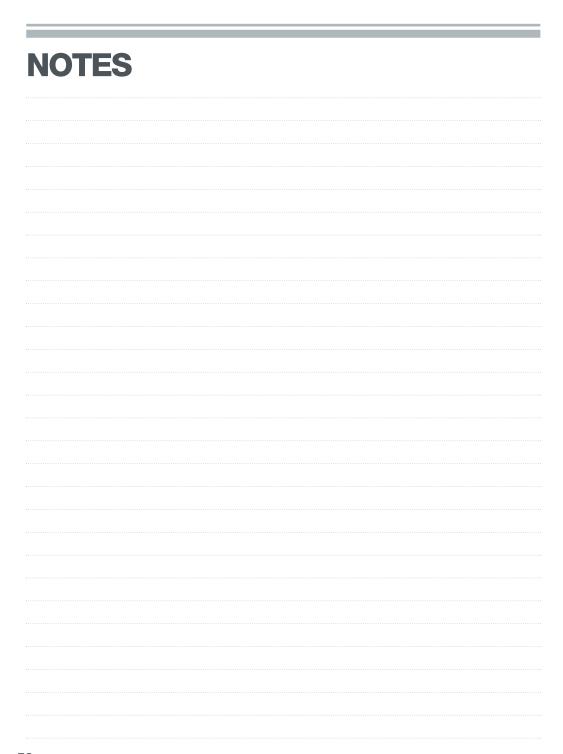
Il anticipe, innove et adapte ses activités pour répondre aux défis de demain :

> insertion des entreprises dans l'économiemonde

- > renforcement de la compétitivité des territoires
- > soutien aux universités et à l'économie de la connaissance
- > promotion d'un modèle de développement durable
- > conception de la ville durable
- > accompagnement du vieillissement et de la dépendance

Le réseau des 25 directions régionales de la Caisse des Dépôts, en métropole et outremer, mobilise l'ensemble des savoir-faire et des financements du Groupe.





EDF un énergéticien responsable et engagé sur le territoire francilien



25 000 salariés à votre service 5.3 millions de clients







1 000 personnes embauchées

Près de 1 000 commute d'alternance

4.6 millions € de taxe d'apprentissage

3 siles R&D Les Renardières (77), Chatou (78) et Clamart (92) 5 siles de production Porcheville, Gennevilliers, Vitry-sur-Seine, Vaires-sur-Marne et Montereau



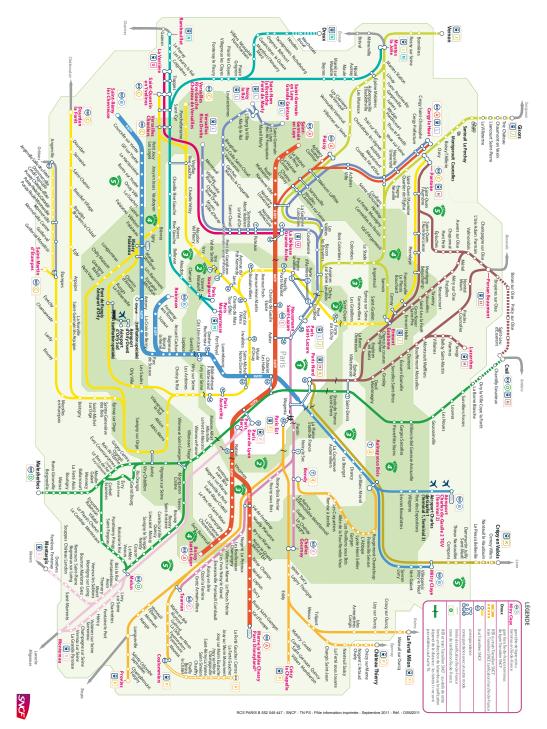


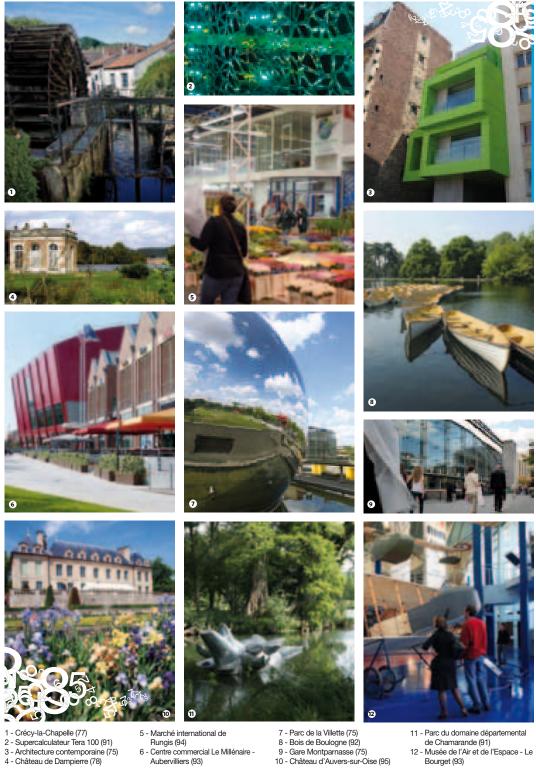
Plus de 100 000 dients ont bénéficié des tarifs première nécessité

17 boutiques «bleu ciel»



LE RÉSEAU RÉGIONAL ÎLE-DE-FRANCE





- 1 Crécy-la-Chapelle (77) 2 Supercalculateur Tera 100 (91)
- 3 Architecture contemporaine (75) 4 Château de Dampierre (78)
- 5 Marché international de Rungis (94)
- 6 Centre commercial Le Millénaire -Aubervilliers (93)

- 11 Parc du domaine départemental de Chamarande (91)
- 12 Musée de l'Air et de l'Espace Le Bourget (93)

Le STIF innove dans les transports





De nouveaux projets pour développer les réseaux

- Prolongement des lignes 4, 8, 11, 12 et 14 du métro et du RER E à l'Ouest.
- Automatisation de la ligne 1 du métro.
- Nouvelles lignes de trains entre Sartrouville et Noisy-le-Sec et entre Massy et Evry.
- Création de 4 nouveaux tramways T5, T6, T7 et T8 dans les 3 ans et prolongement des T1, T2 et T3.



 1ère ligne T Zen entre Sénart et Corbeil, une nouvelle façon de se déplacer en Île-de-France.

Co-maître d'ouvrage du Grand Paris Express.



L'offre de transport renforcée pour offrir de nouvelles possibilités de voyager

- Davantage de métros en circulation (lignes 2, 3, 5, 7, 9, 11, 13).
- Services spécifiques : Noctilien (365 nuits par an), Filéo, Véligo...
- Davantage de trains et de RER toute la journée y compris le soir et le week-end.
- Davantage de bus (les Mobiliens, ligne 393...).

Depuis mars 2006, le STIF est mobilisé et accélère le changement...



La modernisation des trains et RER

- Mise en service de nouvelles rames à 2 étages sur le RER A.
- Rénovation des rames des RER B, C et D.
- Déploiement de 2 nouveaux trains : Le Francilien et l'AGC.



La qualité de service optimisée pour voyager dans de meilleures conditions

- Information voyageurs.
- Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, notamment celle des bus à Paris.
- Labellisation et rénovation des Parcs Relais.
- PAM, un service porte-à-porte dans chaque département pour les personnes handicapées.



La tarification simplifiée, solidaire et adaptée à chacun

- Création du Ticket t+.
- Gratuité ou réductions pour les plus défavorisés.
- Imagine R pour les moins de 26 ans, scolaires et étudiants.
- Carte Navigo à la semaine, au mois, à l'année...
- Fusion des zones 5, 6, 7 et 8.

Le STIF imagine, organise, coordonne et finance le réseau de transports en commun de l'Île-de-France.













Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-France

7, rue Beaujon 75008 Paris

Tél.: 01 55 37 67 67

www.paris-iledefrance.cci.fr

Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne

2, cours Monseigneur Roméro – BP 135 91004 Évry Cedex

Tél.: 01 60 79 91 91 www.essonne.cci.fr

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

27, avenue de Friedland

75008 Paris

Tél.: 0820 012 112 (0,12€min)

www.ccip.fr

Chambre de commerce et d'industrie Seine-et-Marne

Boulevard Olof Palme Émerainville

77436 Marne-la-Vallée Cedex 2

Tél.: 01 64 11 80 56 www.seineetmarne.cci.fr

Chambre de commerce et d'industrie de Versailles Val-d'Oise / Yvelines

21, avenue de Paris 78021 Versailles Cedex Tél.: 01 30 84 78 78 www.versailles.cci.fr





